



Fusion INRA-IRSTEA annoncée par le gouvernement

vendredi 9 février 2018, par [Bariaud](#)

CGT
IRMA

FUSION INRA-IRSTEA ANNONCEE PAR LE GOUVERNEMENT

VERS UN BIG BANG POUR LES THEMATIQUES, LES STRUCTURES ET LES PERSONNELS DE L'INRA ?

Le 1^{er} février, le gouvernement annonce vouloir procéder à une énorme restructuration de la Fonction Publique, incluant suppression de 120 000 postes (dont 50 000 pour la fonction publique d'État), abandons de missions publiques au profit du privé, vaste plan de départs « volontaires » pour les agents dont les services seraient restructurés, et amplification du recours aux précaires. C'est la « rentabilité » qui est ainsi recherchée au détriment de l'intérêt de la population pour laquelle est essentiel l'accès à des services publics développés et de qualité.

Moins d'une semaine plus tard, Frédérique Vidal, Ministre de l'Enseignement Supérieur, de la Recherche et de l'Innovation, et Stéphane Travert, Ministre de l'Agriculture, sont volontaires pour appliquer ces dispositifs dans la Recherche publique !

Sur la base d'un rapport des PDG de l'INRA et IRSTEA, qui avait fait jusqu'à ce jour l'objet d'un black-out complet excluant les principaux intéressés - les personnels des 2 Instituts (même les chefs de département INRA n'avaient pu le consulter !), les Ministres intimement forcé d'avancer à marche forcée vers la création d'un nouvel Institut fusionnant les 2 EPST INRA et IRSTEA, avec un décret statutaire élaboré au dernier trimestre 2018 pour une application au 1^{er} janvier 2020 !

La « téléme » au comar ? Les collaborations scientifiques actuelles INRA avec les équipes IRSTEA n'ont pas eu besoin de fusion pour exister, la disparition d'un Institut Public National de Recherche (EPST) n'a rien d'innovant : à un moment où le gouvernement pousse à la régionalisation du système national d'enseignement supérieur et de recherche autour d'universités autonomes et de configuration variable. Mais les Ministres semblent vouloir aller encore plus loin en annonçant ce qui correspondrait à une **profonde modification des thématiques de l'INRA**. La structure demandée pour ce nouvel Institut autour des 5 « piliers » actuels de l'IRSTEA (eau, forêt/bois, agriculture, alimentation, économie circulaire) ne peut conduire qu'à une **déviatation considérable vers la recherche appliquée, déstabilisant profondément l'équilibre actuel fondamental/appliqué qui fait la force et**

l'originalité de l'INRA, de ses départements et de ses unités. Quel des recherches plus fondamentales en écologie, en biologie & génétique végétales et animales, etc... ?

Fax de fermeture de sites et de compressions de personnels ? Qui peut y croire connaissant la sobriété gouvernementale de supprimer des emplois publics et sachant que de nombreux sites IRSTEA sont géographiquement éloignés de ceux de l'INRA ? Les deux PDG se sentent d'ailleurs tenus obligés d'apporter dans leurs mails aux agents qu'un des principes de cette fusion serait de « Ne pas envisager la modification des unités ou des UMV des deux établissements ou la fermeture de sites **Agg** de la création de l'établissement unique », mais ce principe n'est pas mentionné dans la lettre de mission des Ministres ! Et que se passera-t-il après la création ?

La CGT-IRMA se prononce contre cette fusion-restructuration et revendique au contraire que le gouvernement donne enfin à l'INRA comme à l'IRSTEA les moyens de vraiment fonctionner, en augmentant significativement le soutien de base des unités et en développant l'emploi de titulaires dans toutes les catégories.

Face à cette annonce qui impacte notre Institut et ses personnels, la CGT-IRMA demande la convocation d'un **Comité Technique INRA Extraordinaire** et propose aux 3 autres organisations syndicales de l'Institut de faire conjointement cette demande à laquelle la Direction doit répondre positivement dès lors qu'elle excède de plus de la moitié des représentants du personnel.

Le 22 février, les organisations syndicales de la Fonction Publique CGT, CFDT, CGC, FO, FSU, Autonomes et SUD appellent à la grève, notamment pour s'opposer aux plans de restructurations et de suppressions d'emploi (voir calendrier) et approuvent les manifestations comme un premier pas d'opposition à la fusion-restructuration.

La CGT-IRMA invite les personnels à se réunir en Assemblées Générales dans les centres pour se concerter.

Syndicat National CGT-IRMA
191 13 - Porte de St Cyr 70240 Saucy l'Étoile Tél. 01 38 53 96 86 Email cg@ira2121.com <http://www.ira-cgt.fr/> 8 février 2018

Vers un Big Bang pour les thématiques, les structures et les personnels de l'INRA ?

Le 1er Février, le gouvernement annonce vouloir procéder à une énorme restructuration de la Fonction Publique, incluant suppression de 120 000 postes (dont 50 000 pour la fonction publique d'État), abandons de missions publiques au profit du privé, vaste plan de départs « volontaires » pour les agents dont les services seraient restructurés, et amplification du recours aux précaires. C'est la « rentabilité » qui est ainsi recherchée au détriment de l'intérêt de la population pour laquelle est essentiel l'accès à des services publics développés et de qualité.

Moins d'une semaine plus tard, Frédérique Vidal, Ministre de l'Enseignement Supérieur, de la Recherche et de l'Innovation, et Stéphane Travert, Ministre de l'Agriculture, sont volontaires pour appliquer ces dispositifs dans la Recherche publique !

Sur la base d'un rapport des PDG de l'INRA et IRSTEA, qui avait fait jusqu'à ce jour l'objet d'un black-out complet excluant les principaux intéressés - les personnels des 2 Instituts (même les chefs de département

INRA n'avaient pu le consulter !) -, les Ministres intimant l'ordre d'avancer à marche forcée vers la création d'un nouvel Institut fusionnant les 2 EPST INRA et IRSTEA, avec un décret statutaire élaboré au dernier trimestre 2018 pour une application au 1er Janvier 2020 !

La « Science » au cœur ? Les collaborations scientifiques actuelles INRA avec les équipes IRSTEA n'ont pas eu besoin de fusion pour exister. La disparition d'un Institut Public National de Recherche (EPST) n'a rien d'innocent à un moment où le gouvernement pousse à la régionalisation du système national d'enseignement supérieur et de recherche autour d'universités autonomes et de configuration variable. Mais les Ministres semblent vouloir aller encore plus loin en annonçant ce qui correspondrait à une profonde modification des thématiques de l'INRA. La structuration demandée pour ce nouvel Institut autour des 5 « piliers » actuels de l'IRSTEA (eau, forêt/bois, agriculture, alimentation, économie circulaire) ne peut conduire qu'à une déviation considérable vers la recherche appliquée, déstabilisant profondément l'équilibre actuel fondamental/appliqué qui fait la force et l'originalité de l'INRA, de ses départements et de ses unités. Quid des recherches plus fondamentales en écologie, en biologie & génétique végétales et animales, etc... ?

Pas de fermetures de sites et de compressions de personnels ? Qui peut y croire connaissant la volonté gouvernementale de supprimer des emplois publics et sachant que de nombreux sites IRSTEA sont géographiquement éloignés de ceux de l'INRA ? Les deux PDG se sont d'ailleurs sentis obligés de préciser dans leurs mails aux agents qu'un des principes de cette fusion serait de « Ne pas envisager la modification des unités ou des UMR des deux établissements ou la fermeture de sites lors de la création de l'établissement unique »... mais ce « principe » n'est pas mentionné dans la lettre de mission des Ministres ! Et que se passera-t-il après la création ?

- La CGT-INRA se prononce contre cette fusion-restructuration et revendique au contraire que le gouvernement donne enfin à l'INRA comme à l'IRSTEA les moyens de vraiment fonctionner, en augmentant significativement le soutien de base des unités et en développant l'emploi de titulaires dans toutes les catégories.
- Face à cette annonce qui impacte notre Institut et ses personnels, la CGT-INRA demande la convocation d'un Comité Technique INRA Extraordinaire et propose aux 3 autres organisations syndicales de l'Institut de faire conjointement cette demande à laquelle la Direction doit répondre positivement dès lors qu'elle émane de plus de la moitié des représentants du personnel.

Le 22 Mars, les organisations syndicales de la Fonction Publique CGT - SUD -CFTC - FO - FSU - CGC - Fédération Autonomes appellent à la grève, notamment pour s'opposer aux plans de restructurations et de suppressions d'emplois (voir communiqué). Rejoignons-les massivement comme un premier pas d'opposition à la fusion-restructuration.

La CGT-INRA invite les personnels à se réunir en Assemblées Générales dans les centres pour en discuter.